

AFRALO NEWSLETTER

Volume 4 | Français

Octobre 2020

Les dernières nouvelles de l'Organisation régionale africaine At-Large (AFRALO)

Visitez notre site Internet

Remarques du président



Seun Ojedeji, AFRALO Chair

Chers/chères collègues,

J'espère que vous êtes en sécurité et que vous prenez toutes les précautions nécessaires en cette période de pandémie qui nous affecte tous, d'une manière ou d'une autre. Au sein de la direction de l'AFRALO (moi-même, Aziz et Sarah), ce trimestre nous a permis d'espérer que l'on puisse ressortir de cette menace mondiale plus forts dans la mesure où les pays et les économies ont commencé à assouplir leurs procédures de confinement. L'AFRALO a poursuivi ses activités lors de ce trimestre et voici certaines des activités en cours de la RALO.

Dans la mise à jour du 2e trimestre, j'ai indiqué que nous mettrions au point les modalités de mise en œuvre de notre plan de sensibilisation et de participation pour l'exercice fiscal 2021 et je suis ravi de vous informer que le plan a été achevé et que nous avons commencé la mise en œuvre de certaines actions. Les 9 points d'action sont les suivants :

- 1. Augmenter le nombre des membres de l'AFRALO participant activement aux activités d'At-Large, dont les conseils politiques du Comité consultatif At-Large (ALAC) et de l'ICANN
- 2. Inciter les membres de l'AFRALO à participer davantage via des activités de sensibilisation
- 3. Participer à des événements organisés à distance (et, le cas échéant, des événements en personne) sur le continent africain, et notamment dans les pays ne disposant pas d'ALS, afin de sensibiliser et d'intégrer ainsi à l'environnement de l'ICANN :
- a. Les organisations africaines de l'Internet, afin qu'elles souhaitent rejoindre l'AFRALO en tant qu'ALS
 b. Les individus africains non affiliés, afin qu'ils souhaitent devenir des membres individuels de l'AFRALO
 - 1. Effectuer des présentations sur des sujets en cours de discussion au sein de l'ICANN afin de mettre en avant la participation effective de la communauté AfrICANN aux débats politiques
 - Fournir des informations sur les structures de l'ICANN et présenter leurs activités et méthodes de travail
 - 3. Lorsque cela est possible, organiser des événements locaux, en partenariat avec les ALS locales, afin de promouvoir l'acceptation universelle, les DNSSEC et les compétences en matière de cybersécurité, et afin de renforcer la participation des membres de l'AFRALO dans leurs pays respectifs
 - 4. Continuer à identifier des universités et établissements universitaires, organiser des discussions avec les étudiants et enseignants sur la gouvernance de l'Internet, et susciter l'intérêt des jeunes afin qu'ils rejoignent l'ICANN
 - Identifier des dirigeants de l'AFRALO pouvant servir de modèles et qui formeront les nouveaux membres aux postes de direction de l'ICANN
 - 6. Partager les meilleures pratiques des ambassadeurs ATLAS III de l'AFRALO

Selon le plan de mise en œuvre, nos activités en matière de sensibilisation et participation seront axées autour des 9 points d'action indiqués ci-dessus. Ces points d'action seront mis en œuvre jusqu'en 2021, en tenant compte des réalités des restrictions en place en raison de la Covid-19. Au regard de ces éléments, nous continuons à encourager des volontaires à nous rejoindre pour la mise en œuvre du plan. De plus amples informations sont disponibles sur ce lien.

On sait maintenant que l'ICANN69 sera organisée sous la forme d'un événement virtuel. On commence à s'y habituer et on s'améliore. Les deux dernières réunions de l'ICANN organisées à distance (l'ICANN67 et l'ICANN68) ont été une réussite. Toutefois, l'ICANN69 sera une réunion spéciale dans la mesure où il s'agit de la première réunion générale annuelle (AGM) virtuelle, qui est en temps normal la réunion la plus importante de l'ICANN, et je suis sûr que cette réunion sera une formidable expérience. Comme d'habitude, nous organiserons une réunion conjointe AFRALO/AfrICANN, et la discussion tournera autour de l'acceptation universelle. La séance nous permettra aussi d'entendre notre équipe du GSE, les dirigeants de l'ALAC, le président-directeur général de l'ICANN et les membres africains du Conseil d'administration de l'ICANN.

Permettez-moi d'en profiter pour saluer nos dirigeants qui quittent leurs fonctions ainsi que nos nouveaux dirigeants :

Tijani BEN JEMAA a été l'un des pères fondateurs de l'AFRALO. Il a contribué généreusement pendant de nombreuses années au développement de l'AFRALO et de l'ensemble de la communauté de l'ICANN. Son mandat au sein de l'ALAC prendra fin lors de l'ICANN69. Je souhaiterais remercier Tijani pour son immense contribution à l'AFRALO, à l'At-Large et à l'ICANN dans son ensemble, et je suis persuadé qu'il restera en lien étroit avec la communauté.

Notre secrétaire, Sarah Kiden, terminera elle aussi son mandat lors de la réunion générale annuelle (AGM) et je voudrais en profiter pour la remercier pour les services qu'elle a rendus ces quatre dernières années dans le cadre de ses deux mandats de deux ans. Je lui adresse mes meilleurs vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions de membre de l'ALAC appartenant à l'AFRALO.

Hadia EL Miniawi était notre représentante au NomCom et je souhaiterais la remercier pour les services qu'elle a rendus au sein du NomCom ainsi que dans le cadre du processus accéléré d'élaboration de politiques (EPDP).

Je souhaite la bienvenue à M. Abdeldjalil Bachar Bong qui assumera la fonction de secrétaire de l'AFRALO à l'issue de l'AGM, et je me réjouis des services qu'il rendra en permanence à la communauté dans le cadre de cette fonction.

Enfin, je félicite les membres qui nous ont fourni des mises à jour sur leurs activités dans cette édition de la newsletter et je voudrais encore une fois vous encourager à nous tenir informés de votre participation au sein de la communauté de l'ICANN, à nous envoyer un e-mail sur la liste de diffusion Afri (afridiscuss@atlarge-lists.icann.org), et à nous indiquer à quel processus de l'ICANN actuel vous contribuez et comment nous pourrions vous soutenir. Nos réunions mensuelles, qui ont repris en septembre après la pause du mois d'août, se poursuivront jusqu'à la fin de l'année et je nous encourage tous à participer à ces réunions afin de nous forger une opinion et de nous faire entendre. Nos réunions sont ouvertes à tout le monde. N'hésitez donc pas à rejoindre et à contribuer aux réunions et à inviter d'autres personnes de votre structure At-Large (ALS) ou de la communauté Internet.

Voir Les Priorités At-Large 2020

Équipe éditoriale

Editor-in-Chief: **Seun OJEDEJI**Deputy Editor-in-Chief: **Aziz HILALI**Managing Editor | Secretariat: **Sarah KIDEN**

Editor (English): **Remmy NWEKE** Co-Editor (French): **Olévié KOUAMI**

CONTRIBUTEURS

Pierre Dandjinou, vice-président du GSE pour l'Afrique

ANGLAIS

Brenda Namata
Bukola Oronti
Emmanuel Mfitumukiza
Foldestine Pay
Jules Nizeyimana
Mary Uduma
Mutegeki Cliff Agaba
Nomsa Mwayenga
Yazid Akanho

À propos d'AFRALO

Organisation régionale africaine At-Large: Engager l'Afrique pour le développement

AFRALO est le foyer de la communauté des utilisateurs d'Internet pour la région africaine. Il fournit des nouvelles, des ressources clés et des outils interactifs de partage d'informations pour les individus et les groupes d'utilisateurs finaux de la région africaine qui s'intéressent à l'ICANN et à façonner l'avenir de l'Internet.

AFRALO vise à:

- Renforcer la participation des utilisateurs aux structures décisionnelles de l'ICANN
- Aider à garantir que ses membres encourageront activement une participation plus directe des utilisateurs finaux
- Renforcer la capacité d'élaboration

FRANCAIS

Bakary Kouyaté Michel Tchonang Linze

Liste complète des membres de l'équipe

SOUTIEN

Personnel At-Large de l'ICANN staff@atlarge.icann.org



- des politiques Internet dans la région
- Tendre la main aux internautes sur les problèmes dans le cadre de l'ICANN
- Représenter les intérêts des utilisateurs et définir les aspects d'intérêt public de la gouvernance de l'Internet en mettant un accent particulier sur les domaines de la confidentialité, de la transparence et de la responsabilité
- Renforcer la protection des consommateurs dans les politiques de l'ICANN
- Identifier les impacts sociaux de la conception des infrastructures techniques
- Prendre en compte la diversité culturelle lors de la formulation des normes techniques (par exemple, la mise en œuvre des IDN)

AFRALO se compose actuellement de <u>65</u>
<u>ALSes</u> situées dans 32 pays et territoires, ainsi que de <u>14 Individual members</u> et de 3 observateurs.

Pour en savoir plus sur le travail en cours d'AFRALO, vous êtes invités à consulter l'espace de travail AFRALO.

MISE À JOUR DE L'ICANN

ICANN VIRTUAL ANNUAL GENERAL 69

La <u>réunion générale annuelle (AGM) en ligne ICANN69</u> se tiendra du 17 au 22 octobre. Sont prévues une semaine de préparation sous la forme de séminaires web visant à informer la communauté, une semaine de travaux internes des SO/AC, et une semaine plénière. Pour le programme complet des activités ALAC/At-Large, veuillez consulter <u>cette page</u>.

De plus, l'ICANN annoncé ce qui suit :

- La <u>réunion générale annuelle ICANN75 se tiendra</u> les 17 et 22 septembre 2022 au <u>Kuala Lumpur</u> <u>Convention Center (KLCC)</u>.
- Une instance du serveur racine géré par l'ICANN (IMRS) a été installée avec succès à Monterrey (Mexique) avec <u>Transtelco</u>.
- Le membre du personnel de l'ICANN<u>Baher Esmat a été nommé directeur général du Bureau régional Moyen-Orient et Afrique (MEA)</u>.
- Le Groupe directeur sur l'acceptation universelle (UASG) a organisé le 20 août un séminaire web sur « Le plan d'action relatif à l'acceptation universelle (UA) pour l'exercice fiscal 2021 ».
- <u>La PTI et l'IANA ont organisé un séminaire web sur le budget pour l'exercice fiscal 2022</u>les 27 et 28 août.
- L'ICANN a lancé le programme pilote de remboursement de l'accès à Internet pour l'ICANN69 La date limite de dépôt des candidatures était le 2 octobre.

MISE À JOUR DU COMITÉ CONSULTATIF AT-LARGE (ALAC)

L'ALAC a organisé des <u>réunions mensuelles</u> au cours des derniers mois. La réunion mensuelle la plus récente de l'ALAC s'est tenue le <u>22 septembre</u> et a été présidée par la présidente de l'ALAC, Maureen Hilyard. Le président-directeur général de l'ICANN, Göran Marby, y a fait une intervention.

Une <u>déclaration</u> de l'ALAC sur le rapport final traitant de l'étape 2 du processus accéléré d'élaboration de politiques (EPDP) sur la spécification temporaire relative aux données d'enregistrement des gTLD et l'<u>avenant</u> a donné lieu à un débat animé entre le président-directeur général de l'ICANN, Göran Marby, et des membres de l'ALAC lors de la <u>réunion de l'ALAC de septembre</u>. De plus, la réunion a abordé les questions suivantes :

- Les activités mensuelles d'élaboration de politiques de l'ALAC.
- L'examen des demandes d'adhésion à l'ALS provenant des organisations et des individus
- Les rapports et discussions avec les dirigeants du Groupe élargi de l'At-Large
- La discussion avec Leon Sanchez, vice-président du Conseil d'administration de l'ICANN
- <u>Les activités prioritaires d'At-Large post-ATLAS III</u>/2020 : examen et formulation des recommandations pour l'ALAC
- Discussion initiale de <u>l'At-Large lors de l'ICANN69</u> et du Comité de planification At-Large pour l'ICANN69
- Mise à jour sur la mobilisation des ALS

De plus, l'ALAC a ratifié les représentants de l'ALAC 2020 au Comité de nomination. Les personnes suivantes assumeront les fonctions de délégués de l'ALAC 2020 au Comité de nomination pour leurs régions respectives et ce pendant un an, à l'issue de l'ICANN69 :

- Hadia Elminiawi Délégué de l'ALAC au NomCom pour l'Afrique
- Amrita Choudhury Délégué de l'ALAC au NomCom pour l'Asie, l'Australasie et les îles du Pacifique
- Bastiaan Goslings Délégué de l'ALAC au NomCom pour l'Europe
- Vanda Scartezini Délégué de l'ALAC au NomCom pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Glenn McKnight Délégué de l'ALAC au NomCom pour l'Amérique du Nord

Lors de la séance de synthèse de l'ICANN68 des dirigeants d'At-Large qui s'est tenue le 25 juin, Maureen Hilyard, présidente de l'ALAC, a demandé à l'ALAC d'approuver le rapport final de mise en œuvre pour la deuxième révision d'At-Large à transmettre au Comité chargé de l'efficacité organisationnelle (OEC). L'ALAC a approuvé sans réserve le rapport final. Le rapport final pour la deuxième révision d'At-Large a été présenté à l'OEC le 30 juin 2020, et le Conseil d'administration a accepté ledit rapport final lors de sa réunion de septembre.

MISE À JOUR SUR LES POLITIQUES DE L'ALAC/AT-LARGE

Tous les membres de l'AFRALO et de la communauté At-Large sont invités à contribuer aux processus de consultation publique de l'ICANN. Pour de plus amples informations, consultez la page consacrée à l'<u>élaboration des conseils politiques de l'At-Large</u> ou contactez le personnel de l'At-Large.

On veut connaître vos retours! Afin de participer à la consultation publique de l'ALAC, veuillez laisser un commentaire sur l'espace Wiki ou portez-vous volontaire en tant que rédacteur et rejoignez les réunions hebdomadaires du Groupe de travail politique consolidé (CPWG) de l'At-Large.

Déclarations récemment ratifiées par l'ALAC :

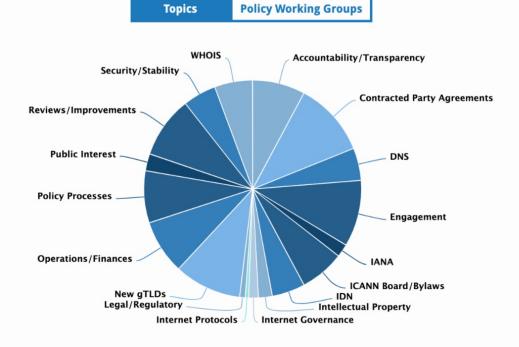
- Rapport final préliminaire de la GNSO sur les procédures pour des séries ultérieures de nouveaux gTLD
- Avenant à la déclaration de l'ALAC sur l'EPDP (août 2020)
- Renforcement de l'efficacité du modèle multipartite de l'ICANN : prochaines étapes
- Rapport final du Groupe de travail intercommunautaire (CCWG) sur les recettes des enchères des nouveaux gTLD
- Rapport final de l'équipe chargée de la troisième révision de la responsabilité et de la transparence (ATRT3) . Déclaration de l'ALAC sur l'EPDP (juillet 2020)
- Déclaration de la LACRALO sur le plan stratégique régional pour les exercices fiscaux 2021 à 2025
- PDP3 de la ccNSO : propositions initiales pour le processus de retrait de ccTLD : propositions initiales pour le processus de retrait de ccTLD

Voir : site web de l'At-Large sur les commentaires publics et les avis politiques Voir : Résumés analytiques : commentaires publics et conseils de l'ALAC

Voir : Groupe de travail politique consolidé (CPWG)

Voir : Groupe de travail sur les opérations, les finances et le budget de l'At-Large (OFB-WG)

Questions de politique ALAC / At-Large



Note de Pierre Dandjinou : Vice-président régional du GSE pour l'Afrique



Alors que la pandémie dure, à différents niveaux de gravité selon les régions du monde, l'organisation ICANN, et plus particulièrement notre équipe du GSE pour l'Afrique, a poursuivi ses réflexions et ses travaux afin de renforcer la participation en Afrique. Nos efforts visent toujours à veiller à ce que la communauté de l'ICANN en Afrique soit pleinement informée des activités que nous menons en tant qu'organisation et y participe, et nous continuons à soutenir les initiatives pertinentes de la communauté et d'autres organisations régionales en toute sécurité et conformément à notre plan régional de l'ICANN pour l'Afrique.

Dans cette 3e édition de votre newsletter, nous vous informons de la décision des partenaires organisant le forum africain sur le DNS (ICANN,

AfTLD et AfRegistrar) d'organiser l'événement sous la forme d'un événement virtuel. L'édition 2020 devait se tenir à Dakar (Sénégal) et être organisée par le Centre d'information du réseau Sénégal avec le soutien du gouvernement sénégalais. Malheureusement, la pandémie de Covid-19 rend impossible la tenue d'un tel événement. Je suis ravi de vous informer qu'en dépit des circonstances, cet important événement a pu se dérouler comme prévu et nous remercions sincèrement la communauté.

Le programme de la réunion a été réduit à quatre séances étalées sur 2 jours, les 27 et 28 juillet 2020, avec comme thème « Le DNS comme catalyseur de la résilience sociale et économique face aux catastrophes ». Chaque séance a duré 120 minutes et a passé en revue quatre thèmes :

- Le DNS et les questions émergentes lors de la pandémie de Covid-19
- Séance politique (questions politiques liées au DNS en Afrique)
- Séance technique : le comportement du DNS lors de cette pandémie (sécurité-résilienceutilisation malveillante)
- Marketing/Stratégie de marque en ligne/Propriété intellectuelle

Le format virtuel a enregistré une participation impressionnante avec plus de 250 participants sur les 2 jours. Des services d'interprétation en français et en anglais ont été assurés. Au vu des autres événements concurrents organisés à la même période (réunion de préparation de l'UAT à la WTSA-20 et Rightcon2020, tous deux organisés du 27 au 31 juillet), nous sommes satisfaits du succès de cette première édition virtuelle du forum africain sur le DNS et nous sommes ravis qu'encore une fois l'Afrique ait lancé et mené cette version pilote. Veuillez consulter l'intégralité du programme sur le <u>site web de l'événement</u>. Vous trouverez également ci-dessous tous les enregistrements des séances.

1er jour - 27 juillet : Recording: du matin; Recording de l'après-midi. En juillet et août 2020, nous avons également collaboré avec certains registres ccTLD qui ont organisé des ateliers informatifs à destination de leurs communautés locales (Bénin, Kenya).

2e jour - 28 juillet : Recording; du matin; Recording de l'après-midi.

Ils font leur possible pour maintenir leurs activités et servir au mieux la communauté. En juillet 2020, nous avons contribué à la SIG (École sur la gouvernance de l'Internet) et à l'École d'Afrique de l'Ouest sur la gouvernance de l'Internet, à l'IGF de l'Afrique de l'Ouest organisé virtuellement en juillet, et au forum sur la gouvernance de l'Internet organisé par l'ALS « FFGI » au Bénin ainsi qu'au Ghana. Enfin, nous avons aussi contribué à la série de séminaires web sur la gouvernance de l'Internet et la Covid-19 organisés par CAPDA au Cameroun.

Restez bien et restez en sécurité!

AFRALO Interviews



Nous vous proposons une interview entre l'équipe éditoriale et Yazid Akanho, expert en participation technique régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient au sein de l'ICANN.

1. Félicitations pour votre nouveau poste! Pourriez-vous brièvement vous présenter?

Merci beaucoup. Ce nouveau poste, je le dois en partie à cette communauté qui m'a beaucoup donnée au cours des dernières années en termes de connaissances et d'expérience de l'écosystème de l'Internet.

Je m'appelle Yazid AKANHO. Je suis ingénieur en télécommunication, passionné d'Internet et de technologie. J'ai travaillé pour les deux principaux opérateurs de télécommunications de mon pays, la

république du Bénin, et parallèlement j'ai toujours participé activement à la communauté Internet locale depuis 2010, en contribuant, à ma façon, à la promotion de l'accès numérique et l'accès à Internet pour tous. Puis, lentement mais sûrement, j'ai commencé à m'impliquer dans plusieurs communautés Internet au niveau régional et mondial, car ce qui s'y passait me passionnait, surtout les aspects techniques.

2. Comment êtes-vous arrivé à occuper ce poste d'expert en participation technique pour la région MEA au sein de l'ICANN ?

Je ne sais pas trop comment répondre à cette question car tout ce que j'ai fait pendant 10 ans au sein de la communauté en plus de mon travail quotidien a été très utile, pour ne pas dire indispensable pour arriver à occuper ce poste. Je suis vraiment passionné par le fonctionnement d'Internet, et j'ai toujours souhaité partager mes connaissances et apprendre des autres. Au Bénin, de 2011 à 2014, j'ai activement participé à l'organisation du Barcamp Bénin où l'on a abordé la question du pouvoir de la technologie et réfléchi à comment Internet et les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent nous aider à innover. Puis je me suis engagé via le système des noms de domaine (DNS) du Bénin, et on a réussi à introduire de nouvelles idées dans ce programme. En 2018, j'ai accepté de mener le processus de relance du Chapitre Bénin de l'Internet Society (ISOC) après 8 ans d'inactivité. Tout cela parallèlement à mes activités professionnelles quotidiennes qui n'étaient pas faciles non plus car i'occupais toujours des postes opérationnels critiques.

Tout ce parcours a constitué un véritable défi quotidien, mais je n'ai jamais renoncé. Aussi, j'ai rencontré de formidables personnes sur mon chemin et beaucoup appris de chacune d'entre elles. Bien sûr, les gens disaient toujours que je n'étais jamais fatigué, mais je crois que c'est une question de passion. Je me souviens encore de mes anciens collègues qui m'avaient donné le surnom de « M. DNS », d'autres m'appelaient « M. Internet » ou « M. IP », car je parlais tout le temps d'Internet, du protocole Internet (IP) ou du DNS. J'ai animé une émission de radio où j'expliquais la technologie en des termes simples à mes collègues et nos clients. J'ai passé beaucoup de temps au bureau à préparer et faire des présentations à mes collègues, et chaque fois que j'avais l'occasion d'assister à une conférence sur Internet, je partageais avec eux ce que j'avais appris.

Je me suis également souvent porté volontaire au sein de l'écosystème dès que quelque chose m'intéressait. Et enfin, lorsque j'ai reçu cette offre d'emploi sur la liste de diffusion de l'AFRALO en août 2019, des amis m'ont dit de postuler. Jamais je n'aurais imaginé être sélectionné mais j'ai finalement réalisé que tout ce que j'avais fait depuis presque 10 ans n'avait pas été vain.

3. En quoi consiste votre poste?

Il consiste principalement à apporter un soutien aux activités liées à la participation technique de l'organisation ICANN au niveau régional. À cet égard, je mettrai en place des formations techniques et des programmes de renforcement des capacités dans la région Moyen-Orient et Afrique (MEA), et j'assurerai la promotion des meilleures pratiques en matière de sécurité, de stabilité et de résilience pour les systèmes Internet des identificateurs uniques de la région.

Mes principaux partenaires seront les opérateurs de réseaux, les fournisseurs de services Internet (FSI), les fournisseurs d'hébergement, les universités, les organismes de réglementation, les décideurs politiques et la communauté en général.

4. Concernant l'AfriCANN, dans quelle mesure ces fonctions vous positionnent-elles comme l'un des ambassadeurs de l'écosystème de l'ICANN ?

C'est un honneur. Il y a tellement d'autres personnes talentueuses au sein de la communauté qui mériteraient ce poste. En même temps, je prends ça comme un nouveau défi, prendre le relais de ce que nos illustres aînés ont fait pendant plus de 20 ans, ne pas abandonner. Ça me rend fier. Je ferai de mon mieux et consacrerai mon énergie à prouver qu'en Afrique, nous avons d'excellentes ressources qui permettent de faire de grandes choses. Et comme j'appartiens à la jeune génération, je garde aussi en tête que je dois réussir quels que soient les difficultés et les obstacles rencontrés.

5. Qu'est-ce que l'avenir nous réserve eu égard au développement technique de l'écosystème de l'Internet ?

Je pense que nous avons de nombreux défis à relever afin de continuer à promouvoir la sécurité, la stabilité et la résilience de l'Internet. Nous devons continuer à sensibiliser les différentes parties prenantes à la mise en œuvre efficace de normes et de bonnes pratiques dans nos réseaux. Nous devons aussi fédérer nos efforts au niveau mondial de l'écosystème afin de garantir une collaboration et une coordination actives à des fins de sécurisation d'Internet.

Merci, Yazid. Nous vous souhaitons beaucoup de réussite dans votre nouveau poste.

Lors de la prochaine édition, nous vous proposerons une interview de Paul Muchene, expert en participation technique régionale pour l'Afrique et le Moyen-Orient au sein de l'ICANN.

Activités des ALS



La crise sanitaire libérera-t-elle le potentiel numérique des pays du Sud ? Date de l'événement

Michel TCHONANG LINZE Coordinateur des membres du groupe de travail Coordinateur général de CAPDA

Les événements ont été organisés entre le 30 juin et le 15 juillet 2020.

L'humanité est aujourd'hui confrontée à une perturbation majeure de ses activités quotidiennes en raison du troisième coronavirus

humain. La propagation du virus

ainsi que la gravité et la durée potentielle

de la pandémie imposent aux États, aux institutions et aux organisations

de développer des stratégies allant bien au-delà

de plans de résilience traditionnels. Pour que ces activités soient

efficaces, efficientes et holistiques,

elles devraient être soutenues par une réflexion intense, approfondie et bien menée

intégrant des considérations liées à la planification de

mesures prioritaires et à la gestion de la

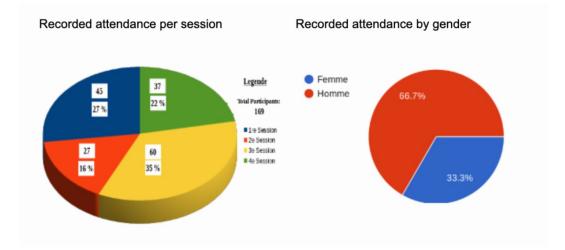
résilience existante et visant à mettre en place un plan de réponse global

et, entre autres, à garantir la continuité des

services et la survie de nos espèces. Le Groupe de travail du Cameroun de l'IGF s'est attaqué de front à cette mission herculéenne en organisant une série de séminaires web entre le 30 juin et le 15 juillet 2020. Une équipe de recherche conceptuelle a été formée afin de transformer la crise sanitaire en une véritable opportunité de développement via des outils numériques. Participez à ces séminaires web comme si vous y assistiez pour de vrai.

Covid-19 : une crise sanitaire sans précédent

Plusieurs crises ont ébranlé l'histoire moderne et ont mis en danger notre manière de vivre. Le troisième coronavirus humain, qualifié de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé, a établi un nouveau record. Il s'est propagé si rapidement que les statistiques relatives aux décès et aux infections se sont vite avérées obsolètes au fil des jours. L'aspect le plus inquiétant et peut-être le plus troublant de la Covid-19 est qu'elle a considérablement polarisé l'attention publique. Les informations sur la crise sanitaire ont circulé à la vitesse de l'éclair, et parallèlement, les médias traditionnels, les réseaux sociaux et autres sources d'information informelles ont répandu des nouvelles, des rumeurs et de fausses informations sur l'agent pathogène et son impact. Le caractère inédit de cette crise sanitaire nous amène à remettre en question nos modèles sociétaux, et c'est ce qu'a fait le Groupe de travail du Cameroun de l'IGF. Le groupe a organisé une série de quatre (4) séminaires web entre le 30 juin et le 15 juillet 2020. Organisés sur Zoom, ces séminaires web, qui ont rencontré un franc succès, ont rassemblé des représentants gouvernementaux, des entreprises, de la communauté technique, du monde universitaire et de la société civile. Au total, 169 participants ont assisté aux séances en ligne, dont 24 panélistes et 6 membres des comités organisateurs tel qu'indiqué dans les graphiques ci-dessous.



SÉANCES ET THÈMES

Les panélistes comprenaient des universitaires, des chercheurs, des parlementaires, des ingénieurs, des acteurs de la société civile et des enseignants. Les organisateurs avaient pour ambition d'engager des réflexions intuitives, empiriques et méthodologiques, et de faire naître une sorte de légalisme requis dans le secteur des TIC. Les quatre séances n'ont pas traité de sujets simples. Il est admis qu'Internet n'est clairement pas une thématique simple. Les séances étaient axées sur des concepts censés être des symboles représentatifs et consubstantiels au monde numérique, en commençant par le monde en général. De ce fait, les réflexions ne pouvaient être menées suivant une logique numérique binaire simple. Au contraire, les présentations et discussions qui s'en sont suivies ont abordé de nombreux sujets pointus, avec leurs innombrables déclinaisons en termes de signification et de perception. Les différents panélistes ont démontré avec un savoir-faire et une capacité de persuasion rares dignes des plus grands qu'afin de gérer, de promouvoir et de protéger la présence des technologies numériques dans nos vies quotidiennes et dans nos États, « . . . nous devons être aussi créatifs que leurs inventeurs », selon les termes de Kofi ANNAN, et c'est ce qu'ils ont fait à travers plusieurs prismes, pour des thèmes importants et d'autres thèmes sous-jacents. Plusieurs interventions ont porté sur les impacts de la pandémie et de la période postcrise, en étudiant et en problématisant la notion d'émergence numérique. Cela a entraîné plusieurs réflexions, dont la principale conclusion est le fait que la Covid-19 serait le moteur d'un monde plus numérique. Les défis et bénéfices pour les femmes ont été abordés, et l'efficacité de l'enseignement à distance en temps de pandémie a été décortiquée. Les discussions ont dégagé la nécessité de développer des infrastructures et des réseaux communautaires et de créer un véritable arsenal juridique permettant de garantir la protection des données et, surtout, la sécurité de la navigation dans le cyberespace.

UN ARSENAL DE PROPOSITIONS POSSIBLES

On peut raisonnablement supposer que le Groupe de travail du Cameroun de l'IGF dégagera des propositions, au moins partielles, à mettre en œuvre et qui pourraient alimenter des discussions plus larges sur notre avenir et sur les nouveaux modèles de développement économique et social. Ces résultats cognitifs sont fondés sur ceux déjà obtenus par le gouvernement et mis en œuvre par le ministère des Postes et des Télécommunications (MINPOSTEL) du Cameroun. Alors que la pandémie a mis en lumière nos raccourcis multidimensionnels et les faiblesses de la gestion de telles crises, le fait est qu'elle s'est également subtilement transformée en une opportunité de développement multisectoriel.

Outre de solides recommandations et suggestions transmises à plusieurs entités, ces séminaires web offrent un espace de lecture et présentent des réformes pertinentes qui pourraient sans aucun doute être mises en œuvre dans certains secteurs, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des télécommunications, de la réglementation des télécommunications, de l'énergie, de la gouvernance locale, pour n'en citer que quelques-uns.

Dans leur ensemble, les interventions qualifiaient d'urgents la nécessité de repenser les plans d'urbanisation, l'obligation de maîtriser les outils numériques dans toutes les écoles et formations professionnelles, le développement de l'enseignement à distance et la promotion de compétences comportementales plus uniformes, plus accessibles et mieux diffusés lors du processus de formation/d'apprentissage. D'un côté, cela implique de reformuler les règles d'éligibilité des nouveaux administrateurs municipaux, en exigeant des compétences spécifiques, et de protéger les utilisateurs finaux des utilisations malveillantes d'Internet.

MOTIF DE SATISFACTION, RAISON D'ESPÉRER

La série de séminaires web organisés entre le 30 juin et le 15 juillet sur Zoom a le mérite de prouver que les gouvernements se sont attachés à infléchir la courbe du coronavirus afin de freiner la propagation de l'infection, de réduire les impacts de la pandémie et de sauver des vies, sans mettre de côté les discussions sur l'après-pandémie. Via ces véritables festins intellectuels, le Groupe de travail du

Cameroun de l'IGF a examiné, à l'échelle du secteur, dans quelle mesure les technologies numériques avaient déjà changé et transformé nos vies quotidiennes, et plus précisément lors du confinement lié à la Covid-19. Le monde se numérise jour après jour, et nous ne pouvons reporter l'indispensable discussion sur les possibilités qui s'offrent à nous, à nos États, à nos administrations.

De plus, des outils numériques, bien exploités, pourraient renforcer le vivre ensemble, abolir les différentes exclusions fondées sur le genre, le handicap et les croyances politiques, philosophiques ou religieuses. . . en connectant la communauté de consommateurs à toute une gamme de possibilités et en lui apportant les compétences dont elle a besoin pour développer un monde numérique.

Et si les technologies numériques s'invitent d'elles-mêmes et s'imposent à notre table telle une vague irrésistible, il convient de noter que, sauf si on étend leur accès, construit des infrastructures, développe l'arsenal juridique nécessaire et forme une équipe de veille numérique, ces technologies pourraient créer de nouvelles divisions qui mettraient en danger l'exploitation de leur plein potentiel.

Enfin, ces séminaires web préconisent l'adoption rapide de mesure réfléchies, des investissements ciblés dans des industries reconnues, et une collaboration et une coopération renforcées entre les différents acteurs afin de parvenir à l'émergence numérique dont tout le monde rêve.

Chapitre Ghana de l'Internet Society Bukola Oronti

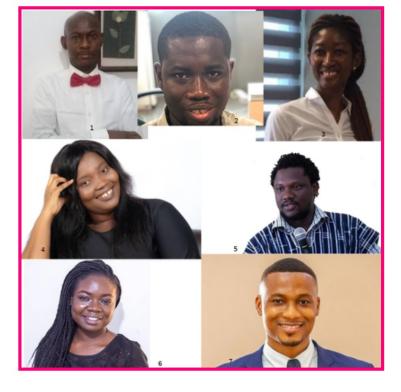
Le 10 septembre 2020, le Chapitre Ghana de l'Internet Society a inauguré sept sous-comités qui constitueront la base fonctionnelle du Chapitre jusqu'en décembre 2021. L'événement virtuel a été présidé par le professeur Nii Narku Quaynor, président du Chapitre Ghana de l'ISOC, et plusieurs invités internationaux y ont participé tels que des membres des chapitres Nigeria, Bénin et Kenya de l'ISOC et le gestionnaire de la participation régionale de l'Internet Society.

Les sous-comités sont les suivants : Programmes et communication, Éducation, Comité d'adhésion, Aspects techniques et projets, Jeunesse et femmes, Finances et parrainage, et Recherche et sensibilisation.

Le président a souligné la nécessité de s'associer avec d'autres organisations afin de développer le Chapitre et de servir ses membres. Il a également félicité l'administration actuelle pour la transparence avec laquelle ces comités ont été créés et s'est dit plein d'espoir quant à leur capacité à poursuivre les travaux engagés.

M. Francis Acquah Amaning, président du Chapitre Ghana de l'ISOC, a inauguré les comités et a mis en avant, dans son discours inaugural, la nécessité d'intégrer toutes les parties prenantes et de restaurer la confiance dans les membres du Chapitre. Il a appelé les membres à mettre leurs compétences à profit afin de décider des priorités du Chapitre et a également indiqué que le plan d'activité pour les mois à venir serait publié sur le site web du Chapitre et serait accessible à tous.

Le Chapitre Ghana de l'ISOC est un chapitre membre de l'Internet Society. C'est un organisme à but non lucratif fondé en 1992 afin d'assurer la direction de l'élaboration des normes et des politiques ainsi que de la sensibilisation dans le domaine d'Internet. Il veille au développement ouvert, à l'évolution et à l'utilisation d'Internet pour le bénéfice de tous les Ghanéens et du monde en général.



- 1. Yusif Amadu : président en charge de l'éducation
- 2. Benedict Obirim Sagoe : président en charge de l'adhésion
- 3. Vanessa Issah : présidente en charge des finances et du parrainage
- 4. Theorose Elikplim Dzineku : présidente en charge des programmes et de la communication
- 5. Kester Quist-Aphetsi : président en charge de la recherche et de la sensibilisation
- 6. Lily Edinam Botsyoe : présidente en charge de la jeunesse et des femmes
- 7. Fred Kwadwo Aazore : président en charge des aspects techniques et des projets



Le vendredi 14 août 2020, le chapitre malien de l'Internet Society a organisé un séminaire web sur la dépendance numérique. Environ 60 participants ont assisté, sur la plate-forme KinguiCall, à cet excellent séminaire web animé par Mme Diallo Assitan Diallo, sociodémographe de formation. Les discussions ont abordé les points indiqués ci-dessous.

Qu'est-ce que la dépendance numérique ?

- C'est être dépendant à un ou plusieurs dispositifs. L'état de dépendance est lié à l'utilisation excessive de plates-formes numériques (télévisions, Internet, smartphones, tablettes, ordinateurs, etc.).
- C'est ne pas pouvoir faire face, sans angoisse, à la perte, à l'oubli ou au vol d'un appareil.
- Le sentiment de manque éprouvé dans ces situations indique le degré de dépendance numérique.
- La dépendance mène à l'oubli total des coûts de consommation (achats répétés des forfaits et abonnements Internet ou Netflix) et des coûts d'accès.

Types de dépendance numérique selon :

- La nature des équipements : Utilisation fréquente, prolongée et quotidienne de plusieurs dispositifs (ordinateurs de bureau et portables, smartphones, tablettes)
- Temps d'utilisation :
- o au minimum 3 heures en journée, au détriment du travail, des loisirs et de la socialisation
- o presque 3 heures sur les 7 heures de sommeil minimum, c'est-à-dire 1/3 du *temps de sommeil normal et du temps de repos*, provoquant un état de fatigue le jour d'après et une baisse de productivité. Des problèmes de vue, d'articulation et de concentration sont associés à l'utilisation prolongée de dispositifs.

Types de dépendance numérique selon l'utilisateur

- Enfants de moins de 6 ans (avant l'école primaire) : Dépendance aux images vidéo et aux sons souvent due au fait que les dispositifs sont utilisés dans les services de garde d'enfants afin de les occuper ou de les calmer.
- Les très jeunes et les adolescents (de 6 à 18 ans) : Utilisation frénétique de Facebook, SnapChat, Instagram, WhatsApp, TikTok, YouTube. . .
- Adultes : Généralement « accros » à Facebook, WhatsApp et YouTube.

Pourquoi les TIC attirent-elles tellement les jeunes ?

- Multiplicité des applications qui créent un sentiment de besoin et éveillent la curiosité : cette catégorie d'âge se caractérise par un esprit de découverte, de défi et de curiosité. De fait, ces besoins sont la cible de bon nombre des applications et notifications considérées comme du harcèlement (influenceurs, blogueurs, youtubeurs, tiktokeurs, etc.).
- Notifications continues visant à promouvoir l'abonnement aux actualités et autres sollicitations

Conséquences de la dépendance numérique pour les différentes couches sociales

- Enfants (moins de 6 ans) : L'impact néfaste de la dépendance numérique se manifeste généralement sous la forme d'une irritabilité, d'un manque d'intérêt pour les interactions sociales et d'un manque de concentration pour l'apprentissage.
- Jeunes âgés de 6 à 18 ans :
- o uverture d'esprit, accès à un grand nombre d'informations et curiosité
- Exposition précoce aux dangers d'Internet (pornographie, « fake news », manipulations en tout genre...)
- o isolement et retrait
- exposition à des contenus nocifs (violence, harcèlement en tout genre, escroqueries) et des contenus obscènes (pornographie, recrutement dans des réseaux mafieux, djihadistes/terroristes, des sectes, etc.)
- troubles mentaux (dépression, irritabilité)
- Adultes :
- Couples : L'utilisation excessive de dispositifs engendre des problèmes de communication, réduit l'intimité et crée une certaine méfiance. L'utilisation de codes et mots de passe est souvent source de drames familiaux.
- o Personnes âgées : La dépendance à la télévision est une façon de combattre leur solitude et le téléphone est perçu comme une solution à leur mobilité réduite.
- o Professionnels : Sur le lieu de travail, la dépendance numérique est source de distraction, et entraîne une baisse de productivité et un déficit de créativité.
- \circ Chômeurs : Tendance à l'inaction, manque d'initiatives, apathie intellectuelle et paresse dans la recherche d'emplois
- Criminels : Diverses opportunités de recrutement, de fraude et d'escroquerie en tout genre

La « dimension de genre » intervient-elle dans la dépendance numérique ?

- Vulnérabilité accrue des jeunes filles/jeunes femmes via l'exposition de leurs corps et de leurs ambitions, et des réseaux dangereux.
- Plus grande liberté dans les choix et l'accès des femmes et filles, entraînant des comportements indésirables et des rébellions.
- Surexposition volontaire ou involontaire, aggravation des risques d'agression et d'abus
- Les formes de vulnérabilité changent selon le sexe : Les femmes sont davantage touchées que les hommes, et les responsables d'agressions/actes frauduleux sont plus souvent des hommes.

Que faire afin d'éviter ou de réduire la dépendance numérique ?

- Enfants : Réduire au maximum l'accès aux écrans avant 3/4 ans
- Jeunes : Surveillance régulière, suivi et contrôle. En pratique :
- o Surveiller leur navigation et interdire l'accès à certains sites web.
- Gérer les temps de connexion aux dispositifs
- o Proposer des alternatives stimulantes (sports, jardinage, bricolage, dessin, musique, écriture, lecture, etc.);
- o Organiser des activités collectives et sociales (conférences, débats, discussions, service communautaire, visites thématiques dans des musées, sites historiques et touristiques, etc.).

0

- Couples
- Loisirs communs (restaurants, sports, concerts, bals, etc.)
- Restaurer la communication
- Personnes âgées :
- o renforcer la sociabilité (reprendre contacts avec d'anciennes connaissances, organiser des rencontres)
- o promouvoir la transmission de connaissances intergénérationnelle
- o se préparer aux escroqueries et aider en cas d'escroqueries
- Professionnels:
- o limiter l'utilisation de dispositifs à des fins récréatives lors des heures de travail
- o Mettre en place un système d'accès contrôlé
- Chômeurs:
- Voir les solutions indiquées ci-dessus pour les jeunes.
- réorienter la recherche à des fins d'élargissement des compétences
- Criminels : Prévenir la délinquance et la cybercriminalité
- Renforcer la sécurité en cas d'utilisation de plusieurs dispositifs.

Comment faire en sorte que le « tout numérique » soit bénéfique à l'ère d'Internet ?

- Saisir les opportunités qu'offre Internet, notamment l'absence de distances et l'énorme quantité d'informations et de connaissances stockées sur Internet et directement accessibles.
- La formation et l'enseignement sont facilités de jour en jour : on s'inscrit à des cours en ligne, on apprend de nouvelles techniques, on tire profit des expériences des autres, etc.
- Veiller à utiliser les bonnes informations et à saisir les bonnes opportunités sans commettre d'actes illégaux ou criminels.
- Respecter les règles de bonne conduite même sur Internet.

Par Mme Diallo Assitan Diallo Docteure en sociodémographie

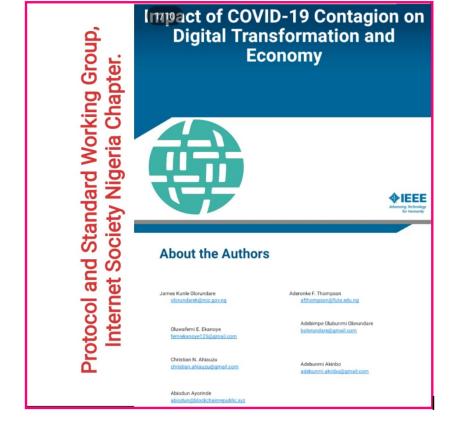
Chapitre Nigeria de l'Internet Society Bukola Oronti

Le Chapitre Nigeria de l'Internet Society a présenté le 26 août 2020 un rapport intitulé « Impact de l'épidémie de Covid-19 sur la transformation numérique et l'économie » dans le cadre de la conférence virtuelle de l'IEEE. Les travaux de recherche ont été menés par des membres du groupe de travail chargé des protocoles et des normes du Chapitre.

Leur but était d'évaluer l'impact de la Covid-19 sur l'économie traditionnelle et sur l'adoption de la transformation numérique pour les activités économiques.

Le président du groupe de travail, James K. Ogundare, qui est également l'un des coauteurs du rapport de recherche, a effectué la présentation lors de la conférence. Voici d'autres membres du Chapitre coauteurs du rapport (dans l'ordre alphabétique) : Abiodun Ayorinde, Adebimpe O. Olorundare, Adebunmi A. Akinbo, Aderonke F. Thompson, Christian N. Ahiauzu et Oluwafemi E. Ekanoye. Au moins quarante-trois personnes ont participé chaque jour à la conférence, qui s'est étalée sur deux jours (les 25 et 26 août 2020).

A également participé à la conférence le responsable des relations publiques du Chapitre, Adebunmi A. Akinbo, qui représentait le conseil exécutif du Chapitre.



Le Chapitre Rwanda de l'ISOC approuve la proposition d'initiative locale en matière d'acceptation universelle

Le dimanche 31 août 2020, Emmanuel Mfitumukiza, représentant légal du Chapitre Rwanda de l'ISOC, a présidé une réunion du conseil d'administration visant à examiner la proposition d'initiative locale en matière d'acceptation universelle (UA).

Le but de cette initiative locale UA est d'établir un dialogue avec les développeurs web/de logiciels, les managers, les opérateurs de réseaux et les universitaires afin de promouvoir et d'adopter la préparation à l'UA.

Lorsqu'il a présenté la proposition UA au conseil d'administration, Jules NIZEYIMANA, coordinateur de l'initiative locale UA, a dit qu'il encouragerait les développeurs et les opérateurs à tenir compte de l'UA dans la mise en œuvre de leurs projets et à adhérer à ce concept d'UA selon lequel tous les noms de domaine et adresses électroniques valides doivent être considérés sur un pied d'égalité, acceptés, validés, stockés, traités et affichés correctement et uniformément par l'ensemble des applications, dispositifs et systèmes connectés à Internet, l'UA devant être adoptée afin de satisfaire les exigences en matière d'ouverture numérique, de communication et d'acceptabilité globale.

Connaissant l'importance de l'UA, et après examen de la proposition, le conseil d'administration l'a approuvée à des fins de mise en œuvre entre septembre 2020 et décembre 2021.

Réunion d'information sur l'ICANN68 en Ouganda

Le Chapitre Ouganda de l'Internet Society a récemment organisé le séminaire web sur l'ICANN68 afin de faire le point sur les rapports y afférents et a délibéré sur certaines des questions soulevées lors du forum de politiques qui s'est tenu virtuellement du 22 au 25 juin 2020.



Gloria Katuuku, membre du Comité consultatif gouvernemental (GAC): Elle a informé du contenu des discussions tenues lors du forum de politiques de l'ICANN68, dont quatre aspects basés sur les activités des unités constitutives et la participation de la communauté avec le GAC, des questions internes du GAC portant sur des discussions menées depuis plusieurs années, par exemple au sein du Groupe de travail sur la sécurité publique et du Groupe de travail sur les régions faiblement desservies, afin de s'attaquer aux défis auxquels nous, en tant que pays, sommes confrontés. Concernant les discussions intercommunautaires entre le GAC et les différentes communautés, elle a indiqué qu'une séance thématique s'était tenue sur l'utilisation malveillante du DNS et les taux d'enregistrement malveillant lors de la pandémie de Covid-19, etc. De même, elle a souligné que le GAC organisait des séances avec le Conseil d'administration de l'ICANN lors desquelles ils se penchaient sur l'utilisation malveillante du DNS et des questions connexes, les séries ultérieures de nouveaux gTLD, etc.

Lillian Kamara a partagé l'expérience qu'elle a eue dans le cadre du programme de bourses de l'ICANN68 auquel elle a pris part et a brièvement mis en avant les avantages liés aux bourses et indiqué comment participer au programme. Elle a notamment parlé de la séance de jeu de rôle des boursiers sur les avis de revendications de marques lors de laquelle les boursiers ont eu la possibilité de faire part de leurs opinions sur les mesures recommandées par le Groupe de travail sur les mécanismes de protection des droits. Elle a également partagé les recommandations du Groupe de travail sur les mécanismes de protection des droits qui prévoyaient l'obligation de fournir un avis en anglais, puis a fourni un lien vers le site où l'on peut accéder à des traductions dans les six langues officielles des Nations Unies. Lilian a aussi expliqué que les boursiers s'étaient principalement concentré sur la question des langues et a recommandé que davantage de langues soient ajoutées car de nombreuses personnes parlent différentes langues et différentes personnes enregistrent des noms de domaine. Elle a souligné que la terminologie utilisée, très technique, devait être simplifiée de sorte qu'une personne sans connaissance des noms de domaine puisse être en mesure de s'enregistrer.

Sarah Kiden a informé du contenu des discussions tenues lors du forum de l'ICANN68 et a indiqué la place qu'occupe l'Internet Society dans la structure de l'ICANN. Elle a aussi expliqué que le Comité consultatif At-Large (ALAC) représente les intérêts des internautes tels que vous et moi et que tous les avis politiques qu'il donne sont formulés du point de vue de l'utilisateur final. Eu égard à l'ICANN68, elle a souligné que la réunion conjointe AFRALO-AfrICANN a débouché sur, comme dans la plupart des réunions de l'ICANN, la transmission d'une déclaration au Conseil d'administration de l'ICANN ou à toute autre unité constitutive à qui s'adresse la déclaration, et dans ce cas précis, ils se sont concentrés sur le « Renforcement de la résilience de la communauté de l'ICANN en cas de catastrophes » et notamment la pandémie de Covid-19 et la mesure dans laquelle elle a affecté la participation des membres aux activités de l'ICANN, par exemple à cause du coût de l'accès, etc.

Moses Serugo, coprésident du Registre Internet régional pour l'Afrique (AfriNIC) et également membre du Chapitre Ouganda de l'ISOC, a expliqué le fonctionnement de l'AfriNIC et comment il alimente l'ICANN via des politiques liées aux adresses de protocole Internet (IP) et aux numéros Internet du système autonome. Il a également expliqué qu'au sein de l'ICANN, il existe des organisations de soutien et que l'AfriNIC relève de l'Organisation de soutien à l'adressage (ASO). Il a indiqué qu'il y avait cinq registres IP à travers le monde qui avaient pour mission d'attribuer ces numéros à différents registres Internet locaux tels que des entreprises du secteur des télécommunications, et que chaque registre désigne par vote trois personnes qui le représenteront au sein de l'ICANN et que l'ensemble des registres forment l'ASO.

Mutegeki Cliff Agaba, membre du comité du Chapitre qui siège également au Groupe directeur sur l'acceptation universelle (UA) avec le Groupe de travail chargé des communications, a précisé le contenu des débats de la séance de l'ICANN68 sur l'acceptation universelle et a souligné la nécessité de sensibiliser à l'UA. Cela a notamment pris la forme d'une formation visant à apprendre à résoudre le problème, à encourager à résoudre les problèmes d'UA dans les systèmes, et d'un partage d'expériences avec la communauté afin d'être prêt à l'UA.

L'événement, animé par Lillian Nalwoga, présidente du Chapitre Ouganda de l'Internet Society (ISOC), a attiré au total 29 participants. Elle y a encouragé les Ougandais à rejoindre l'ISOC, l'ALAC et à s'informer

sur le programme de bourses et les débats de l'ICANN, car c'est de cette manière qu'ils pourront mieux comprendre la mission de l'ICANN.

Vous pouvez accéder à l'enregistrement ici.

Relance du ZimNOG Nomsa Mwayenga



Le Groupe des opérateurs de réseaux du Zimbabwe (ZimNOG) a été redynamisé depuis mai 2020 via le lancement d'un certain nombre d'activités visant à soutenir la communauté, par exemple une séance d'élaboration commune de normes pour la sécurisation du routage, un tutorat sur la programmabilité des réseaux et notre récente événement sur la fibre et la complexité des émetteurs-récepteurs à haut débit.

Créé en 2015, le ZimNOG est une initiative du Chapitre Zimbabwe de l'Internet Society prenant la forme d'une plate-forme pour les opérateurs de réseaux et les passionnés de technologies. Les activités de la communauté comprennent des discussions, des tutorats, des laboratoires et autres événements liés à la technologie. Nous couvrons toutes les technologies utilisées sur Internet ainsi que celles qui participent à son fonctionnement telles que les technologies de mise en réseau, les protocoles de routage, les technologies d'infrastructure, le codage, le développement de logiciels, le développement web, le développement d'applications, les technologies en nuage, l'Internet des objets (IOT), la cryptographie, l'administration des systèmes, l'apprentissage automatique, l'intelligence artificielle, la sécurité, et autres.

Dans un avenir proche, nous organiserons une séance IOT et éventuellement une présentation des discussions de l'ICANN. Nous sommes ravis de l'opportunité qui nous est donnée de soutenir une communauté technique enthousiaste et sommes reconnaissants du soutien que nous avons reçu des volontaires qui ont mené la communauté, des membres et d'autres organisations.

Nous procédons actuellement à la refonte de notre site web<u>www.zimnog.org.zw</u>. Pour nous rejoindre, <u>utilisez</u> et les informations relatives à nos événements sont disponibles<u>ici</u>.

LISTU, P&T collaborent à des fins d'autonomisation technologique Foldestine Pay

Rejoignez la Marche pour un Liberia numérique.



Au Liberia, le 26 octobre 2020, les experts en technologies et passionnés de technologies du Liberia et de ses environs se rassembleront à l'Université du Liberia à 9h pour une marche de 30 minutes en direction du ministère des Postes et des Télécommunications en soutien aux sciences, aux technologies et à l'innovation.

Les experts en technologies de différentes universités et d'autres instituts scientifiques, ainsi que des étudiants, des agriculteurs et des Libériens bien intentionnés se rassembleront pour la marche.

Le thème de la Marche pour un Liberia numérique 2020 est le suivant : « AUTONOMISER LES CITOYENS LIBÉRIENS VIA LA TECHNOLOGIE ».

Cette année, la marche sera centrée sur le rôle que les sciences, les technologies et l'innovation peuvent jouer afin d'aider le Liberia à atteindre les objectifs de développement durable 1, 2 et 3. Ces trois objectifs visent à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, à améliorer la nutrition et renforcer la sécurité alimentaire, et à œuvrer à l'adoption de mesures urgentes visant à lutter contre le changement climatique et son impact via la technologie.

N'hésitez pas à nous rejoindre pour cette importante marche.

#LITSU REMAIN SUPREME

12e édition du WAIGF axée sur l'inclusion et l'accès Mary Uduma



Le Forum sur la gouvernance de l'Internet d'Afrique de l'Ouest (WAIGF) s'est tenu pour la 12e fois du 22 au 24 juillet 2020. Contrairement aux années précédentes, ce n'est pas la CEDEAO qui a organisé cet événement, il s'est tenu virtuellement suite à la pandémie de Covid-19. Grâce au professionnalisme des organisateurs, la participation et l'impact du forum virtuel ont été au niveau des forums physiques des années précédentes.

Il a été précédé par une formation virtuelle certifiée de 3 jours, au sein de l'École d'Afrique de l'Ouest sur la gouvernance de l'Internet (WASIG) et regroupant 30 boursiers, portant sur la nécessaire gouvernance de l'Internet en Afrique de l'Ouest et ses conséquences sur les entreprises, la politique et le développement technologique de la région.

À l'issue de la formation, des représentants de différents groupes chargés de mener des recherches à des fins d'amélioration de la coordination des activités Internet en Afrique de l'Ouest ont effectué une présentation de projet.

Le WAIGF a débuté le 22 juillet 2020 avec des représentants des 15 pays d'Afrique de l'Ouest et plus de 400 personnes y ont participé en ligne.

Les séances ont abordé les sous-thèmes suivants : Cybersécurité et cybercriminalité à l'ère de la coopération numérique ; Problèmes liés aux droits de l'homme lors de la pandémie de Covid-19 ; Vie privée et confiance : comprendre l'impact de ces questions en période de pandémie de Covid-19 ; Nouveaux enjeux liés au monde numérique ; et Technologies émergentes.

Le forum a reconnu qu'il était nécessaire que les utilisateurs et les marchés puissent être sûrs de profiter des bénéfices d'Internet à tous niveaux. Quant au respect des droits de l'homme, cela implique aussi de construire une communauté Internet sous-régionale innovante, dynamique, stable, sécurisée et unifiée. Toutefois, un puissant appel a été lancé en faveur de la création de domaines internationalisés pour l'Afrique, ce qui pourrait promouvoir l'inclusivité et garantir l'acceptation universelle.

Parmi les autres impératifs, on peut citer les investissements dans le renforcement des capacités, le fait d'exiger des comptes de la part des parties prenantes du secteur numérique afin de garantir la disponibilité (pas de coupures d'Internet), l'accessibilité et l'utilité de la connexion dans la région et en Afrique.

Le communiqué complet du WAIGF 2020 est disponible surwww.waigf.org

Rester connecté

<u>At-Large sur Twitter</u> | <u>At-Large sur Facebook</u> | <u>Site Web d'AFRALO</u> | <u>Liste de diffusion</u>